

qu'il est. Me plaçant à un point de vue tout personnel, et d'accord avec les opinions que j'ai sur la question de la politique douanière qui convient au Canada, plus particulièrement en ce qui se rapporte à la protection, je ne blâme pas les Ministres d'avoir adopté la ligne de conduite que l'on connaît. Mais lorsqu'on vient nous dire, comme l'a fait celui qui a proposé l'adoption de l'Adresse, que les prédictions faites avant les élections, se rapportant à la destruction de nos industries ne se sont pas réalisées, mais que tout est prospère, nous n'avons qu'à répondre que le peuple de ce pays a été assez naïf pour croire que les promesses des hommes publics seraient honnêtement remplies. D'après le langage même dont M. Bortram s'est servi l'autre jour dans la Chambre des Communes, si la politique définie dans les discours de ces Messieurs avait été appliquée, nous aurions assisté à la destruction de nos industries et le mouvement commercial du Canada aurait été paralysé. Je vais lire quelques extraits afin que ces déclarations se trouvent reproduites sous une forme concise devant la population et pour qu'elles restent consignées dans les archives, afin de démontrer aussi jusqu'à quel point les hommes maintenant au pouvoir ont violé les promesses qu'ils ont faites lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Récemment, je lisais dans un journal le compte rendu d'une conférence très éloquentة faite par l'honorable Georges-Washington Ross, Ministre de l'Instruction publique d'Ontario, au cours de laquelle il fit la déclaration suivante :

Au Canada, la situation économique est telle,—et je ne connais aucun libéral qui professe une opinion contraire à celle-là—que le libre-échange est impraticable.

C'est là une opinion très juste, mais elle paraît étrange lorsqu'on la trouve sur les lèvres d'un chef du parti libéral, après ce que nous avons appris pendant les dix ou quinze dernières années. Puis, nous avons l'auteur de la proposition relative à l'adoption de l'Adresse, siégeant dans les Communes, qui est venu déclarer l'autre jour que le parti libéral ne s'est jamais engagé à appliquer les principes du libre-échange. Voyons ce que certains d'entre eux ont dit.

M. Laurier, le Premier Ministre actuel, fit la déclaration suivante à la conférence tenue à Ottawa en 1893 :—

Nous ne cesserons de lutter jusqu'à ce qu'elle (la protection) soit entièrement supprimée.

Dans le comté de Peel, le même M. Laurier disait :—

Je demande que nous suivions l'exemple de l'Angleterre, en ouvrant nos ports aux produits du monde entier.

A Ottawa, lors de la convention, il disait :—

Je viens vous prêcher l'évangile de la destruction absolue de la protection ; il ne devra pas en rester un vestige.

A Waterloo, au mois de juillet 1893, M. Laurier disait :—

Le parti libéral ne se propose de prélever des impôts que pour le revenu seulement, et pas un seul sou en vue de protéger l'industriel.

A Victoria, C.-B., en 1894, il disait :—

Si les libéraux triomphent ils trancheront immédiatement la tête de la protection et piétineront son cadavre.

J'ai donné ces extraits puisés dans leurs discours prononcés en 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895 et jusqu'à l'époque actuelle afin de démontrer avec quelle persistance ces Messieurs ont proclamé ce qu'ils disent aujourd'hui n'avoir jamais soutenu. Permettez-moi de continuer.

En juillet 1895 l'honorable M. Laurier disait à Montréal :—

En second lieu j'affirme que, en ce qui concerne le Canada, le système protecteur a été un poison, une véritable malédiction pour le pays.

A Québec il disait :—

Messieurs, la seule manière dont Québec puisse recouvrer son ancienne prospérité comme ville maritime, est d'adopter une politique de la liberté du commerce telle qu'elle existe dans la mère patrie, la vieille Angleterre. Tel est l'objet que nous avons en vue, et comme vous le savez tous, nous sommes dans une situation exceptionnellement favorable pour faire le commerce maritime.

En 1893 il disait de nouveau à Ottawa :—

Ils (les conservateurs) veulent réformer le tarif en maintenant néanmoins le principe de la protection, mais je vous dis que le système idéal est celui du libre échange anglais. Qu'il soit bien entendu qu'à partir de ce moment-ci, nous avons un terrain de lutte bien défini avec le parti au pouvoir. Son idéal est la protection ; le nôtre, est le libre-échange.

A Waterloo, en 1893, parlant aux électeurs, l'honorable M. Laurier disait :—